Alan Kahan *

Guizot et le modèle anglais **

Les relations entre pays sont toujours complexes, ambiguës et souvent lourdes de malentendus. Les rapports de Guizot avec l'Angleterre en sont la preuve. Pour Guizot, l'importance de ce pays tient moins à sa réelle influence intellectuelle qu'à l'idée qu'il s'en était fait dans sa conception de l'histoire de la civilisation. Certes, pour toutes sortes de penseurs européens, au XIXe siècle l'Angleterre, loin d'être l'objet d'une vision univoque, a constitué un modèle aux significations variables. Ainsi, d'un auteur à l'autre, les représentations de ce pays changent, pour s'écarter souvent de la réalité [1] ***.

Chez Guizot, l'Angleterre constitue un exemple particulièrement intéressant pour le rôle qu'elle joue dans la culture libérale comme modèle de société libre, modèle central dans sa conception de l'histoire et de l'avenir de l'Europe. La réflexion de Guizot semble pourtant se heurter par moments à sa propre action politique et aux événements anglais contemporains. Sous la monarchie de Juillet il paraît mener une politique très loin de son idéal du gouvernement représentatif qu'incarnent l'Angleterre et Sir Robert Peel.

Premier ministre de 1834 à 1835 et de 1841 à 1846, Robert Peel (1788-1850), l'homme qui a abrogé les « Corn Laws », est pour Guizot le grand héros politique de son temps. La biographie de Peel qu'il publie en 1856 exprime une admiration sans réserve : admiration étonnante, puisque ce que Guizot aime chez Peel, c'est surtout précisément ce qui lui manque à lui-même. Attitude qui ajoute une difficulté supplémentaire à celles que les contemporains de Guizot et les historiens ont souvent rencontrées pour concilier ses idées sur la politique et l'histoire avec sa propre carrière d'homme d'État. Mais on peut essayer d'en résoudre quelques-unes en s'appuyant sur l'idée que Guizot se faisait de l'Angleterre et du gouvernement représentatif, idée qui court dans le portrait qu'il dresse de Robert Peel.

L'Angleterre a toujours occupé une place importante dans les

* Rice University, Houston.
** Traduit de l'américain par Silvia Sueli Milanezi.
*** Voir notes p. 230.

réflexions de Guizot. Élevé à Genève, centre de rayonnement de la culture anglo-saxonne dans le monde francophone, il s'était nourri de littérature anglaise : son professeur, Pierre Prévost, avait traduit nombre d'auteurs célèbres des Lumières écossaises, notamment Adam Smith et Dugald Stewart, disciple de Thomas Reid. Toutefois, dans ses *Mémoires,* Guizot affirme que ce n'est qu'à partir de 1821-1823 qu'il s'est mis à étudier sérieusement l'histoire, la politique et la société anglaises. Mais, autant avant qu'après cette date, pour lui, comme pour beaucoup de ses contemporains, l'Angleterre représentait déjà un modèle politique et social[2].

Dans ses études anglaises, Guizot souligne l'influence réciproque, constante tout au long de l'histoire, entre France et Angleterre. S'il remarque prudemment les nombreuses différences et ressemblances entre ces deux pays, il plaide avec vigueur pour l'utilisation de l'Angleterre comme modèle politique : « C'est une vue bien superficielle et bien erronée que celle des personnes qui regardent la société française et la société anglaise comme si essentiellement différentes qu'elles ne sauraient puiser l'une chez l'autre des exemples politiques, si ce n'est par une imitation factice et stérile[3]. » Comme Douglas Johnson le souligne à juste titre, Guizot rejette l'imitation pure et simple[4]. Mais pour lui l'Angleterre représente le double modèle de la société adéquate à un gouvernement représentatif stable, et du régime correspondant aux besoins d'une telle société.

L'idée qu'il se fait de la culture anglaise s'inscrit dans une perspective générale d'historien de la civilisation européenne. Plus enclin à l'uniformisation qu'aux gradations modérées et aux mélanges complexes tels que les privilégie un Tocqueville, Guizot historien et théoricien politique a une vision rigide des choses. Son génie d'historien s'alimente de sa faiblesse d'observateur, faiblesse qui lui sera fatale pendant la monarchie de Juillet. La civilisation européenne lui apparaît diversifiée mais, pris séparément, chacun des éléments qui la composent révèle par lui-même un caractère d'unité, ce qui conduit Guizot à des considérations générales sur les peuples et les époques que contredirait une analyse plus circonstanciée. Le contraste entre l'insistance sur la diversité et la perception des éléments homogènes, uniformes, est caractéristique de Guizot.

Comme beaucoup d'autres auteurs du XIXe siècle, Guizot pense que la diversité de l'Europe et la lutte continuelle entre ses différents éléments placent ce continent à l'écart et au-dessus du reste du monde. L'Angleterre, à ses yeux, est la quintessence de cette caractéristique européenne. Cette idée de Guizot demeure à bien des égards fondamentalement non dialectique et même antidialectique (du moins dans le sens hégélien du terme), car l'élément de la synthèse lui fait défaut. Ainsi, lorsqu'il décrit la diversité européenne dans son *Histoire de la civilisation en Europe,* il parle à propos des multiples forces en présence de condensation et de coexistence plutôt

que de synthèse : « Faute de pouvoir s'exterminer, il a bien fallu que les principes divers vécussent ensemble, qu'ils fissent entre eux une sorte de transaction[5]. » Les forces existant en Europe « ont marché et grandi ensemble, pêle-mêle pour ainsi dire, sinon [...] avec une égale rapidité, du moins toujours à peu de distance les un[e]s des autres[6] ». S'il affirme que « tout est mêlé dans les choses humaines », que « rien n'y est simple et pur », ce n'est pas parce que tout est brouillé, mais parce que des principes contraires peuvent toujours coexister[7].

L'Angleterre est un parfait exemple de ce genre de diversités et de conflits. Guizot rejette l'idée courante selon laquelle la liberté anglaise est uniquement l'héritage des Saxons, ce qui la ferait relever d'un seul principe. Car, selon lui, elle trouve plutôt ses origines à la fois dans les institutions saxonnes et normandes, par le « rapprochement forcé des deux peuples et des deux systèmes ». Guizot ne parle même ici ni de compromis ni de mélange, mais d'un combat qui « lia les Normands entre eux et les Saxons entre eux », combat contre le pouvoir central dont le résultat fut la liberté de l'Angleterre[8]. Perçue traditionnellement comme la patrie de la diversité, du mélange et du compromis, l'Angleterre devient ainsi l'exemple de la tendance à la juxtaposition, qui est caractéristique de la pensée de Guizot.

Dans une civilisation européenne dont l'essence est la division et la lutte permanente, il semble logique qu'il soit dans la nature d'un régime libre de « ménager tous les intérêts, toutes les forces, de les concilier, de les faire vivre et prospérer en commun[9] », au cours d'une lutte continuelle, tempérée par l'idée de liberté et par le gouvernement représentatif. Puisque jamais les sociétés européennes ne seront homogènes, que peut-on espérer de plus ? Pourtant, la notion d'un gouvernement modérateur d'intérêts différents s'accorde mal avec la théorie de la souveraineté absolue de la raison, unique et indivisible, et avec l'idée d'un gouvernement légitime représentant cette vérité unique. La tension entre les idées d'unité et de division, qui est au cœur de la pensée de Guizot, complique le problème et l'empêche d'aboutir à la simple idée politique du laisser-faire.

Guizot, en effet, refuse l'idée d'un gouvernement simplement modérateur. Si le gouvernement doit pouvoir concilier des intérêts différents et s'appuyer solidement sur la réalité sociale, il est aussi en lui-même une force dirigeante : le gouvernement légitime est l'incarnation de la raison, et la raison a une unité qui n'est pas susceptible de se diviser en factions[10]. La raison, pour Guizot, est au-dessus de la liberté : elle est le seul et unique souverain légitime[11]. « La multitude qui ne se réduit pas à l'unité est confusion. L'unité qui n'est pas multitude est tyrannie[12] », déclare-t-il en citant Pascal ; et il continue : « Le gouvernement représentatif

provoque la société tout entière, ceux qui exercent des pouvoirs et ceux qui possèdent des droits, à chercher en commun la raison et la justice ; il provoque la multitude à se réduire à l'unité et il fait sortir l'unité au sein de la multitude[13]. » Guizot identifie la « multitude » à la société et l'« unité » à la vérité, ou à la raison, ou même à la Providence. Par conséquent, le gouvernement légitime consiste dans l'art de trouver une seule et unique raison du sein d'une société hétérogène et de la réaliser dans l'action politique. Loin d'être un simple médiateur, un gouvernement vraiment légitime incarne virtuellement la raison sur terre.

Mais si la raison est un souverain absolu, son gouvernement passe forcément par le ministère d'êtres humains faillibles. Aucun gouvernement n'est capable de posséder exhaustivement la raison, la justice et la vérité, et tous ont besoin qu'une opposition les redresse de temps en temps. En effet, sans opposition le pouvoir en arriverait rapidement à croire qu'il détient à jamais le monopole de la raison. Encore une fois donc, la diversité joue un rôle déterminant chez Guizot : les gouvernements, les classes dirigeantes et les idées ont besoin de l'opposition pour éviter la dégénérescence et la tyrannie. Au sein du gouvernement il doit y avoir équilibre des pouvoirs, pour que chaque pouvoir puisse gouverner de façon absolue à l'intérieur de sa propre sphère, mais aussi pour que les perpétuels conflits entre ces pouvoirs les empêchent d'échapper à tout contrôle pour devenir absolus : « C'est donc l'obstacle, le combat que, bien loin de les craindre, il faut placer, comme une nécessité toujours présente, dans la carrière du gouvernement[14]. » Seul un conflit permanent peut purger la raison de ses impuretés humaines.

Guizot toutefois prend toujours soin de souligner que le gouvernement est un tout et pas simplement un ensemble de pouvoirs en lutte : il en parle comme d'une unité : « C'est au gouvernement seul, écrit-il, qu'il appartient de créer et organiser le parti vraiment national ; et c'est en le créant que le gouvernement peut assurer son indépendance et sa force. Que le gouvernement lève son propre étendard : autour de ce centre viendront bientôt se rallier les intérêts nationaux, les opinions modérées, les sentiments seuls patriotiques[15]. »

Dans ces rapports entre gouvernement et société on serait tenté de reconnaître un autre exemple de cette notion de diversité qui caractérise la pensée de Guizot. On pourrait même soutenir que gouvernement et société, l'un incarnant la raison, l'autre les simples intérêts, sont distincts l'un de l'autre dans la pensée de Guizot. À l'appui de cet argument, on pourrait invoquer la nécessité d'un gouvernement fort, capable d'une action énergique[16]. Mais l'essentiel, pour Guizot, reste l'harmonie entre société et gouvernement, car seule « l'étroite union du pouvoir et des citoyens[17] » permet au gouvernement de remplir sa tâche. Pour prospérer, la raison doit

être en accord avec les intérêts matériels : « C'est seulement lorsque l'état moral et l'état matériel de la société sont en harmonie, lorsque, dans le système de son gouvernement, elle voit les causes de son bien-être en même temps qu'elle en jouit; lorsque les esprits se sentent satisfaits et à l'aise comme les existences; c'est seulement alors que le pouvoir peut se promettre vigueur et sûreté[18]. » Sans base sociale le gouvernement est sans pouvoir, comme s'il lui manquait un fondement; et, en effet, il ne peut avoir son fondement dans la seule raison, car la raison ne se définit que par rapport à la nature d'une société donnée. S'il existe une harmonie fondamentale entre gouvernement et société, le champ d'action du gouvernement est assez étendu. Dès lors, même la corruption des individus par le gouvernement est justifiable aux yeux de Guizot, puisqu'elle n'est pas contraire aux intérêts généraux de la société que le gouvernement représente[19]. Mais, si une telle harmonie fait défaut, « le bonheur même devient un état stérile et peu sûr, où le pouvoir s'étonne de demeurer faible et de ne rencontrer qu'ingratitude[20] ».

Toutefois, Guizot insiste souvent sur le fait que, à certains égards, gouvernement et société doivent cependant être bien distincts. Le gouvernement représentatif, comme le suffrage fondé sur les « capacités », a pour but de garantir la « relation naturelle et légitime » entre société et gouvernement, c'est-à-dire d'assurer que le pouvoir soit « aux mains des supériorités réelles[21] ». S'instaure donc un gouvernement qui non seulement doit être en harmonie avec la raison, mais aussi conscient de cette harmonie : extrêmement sûr de lui dans le meilleur des cas, affichant dans le cas contraire le comble de l'arrogance — si ce n'est les deux en même temps. Guizot veut qu'il soit à la fois puissant et sûr de lui, car il est, ou il doit être, l'unique parti du bien. Un pluralisme pratique, qui voit dans chaque parti un élément de vérité, ne lui convient pas : « Il n'est pas vrai que les partis soient égaux, [...] quand ils se sont disputé l'empire; en définitive l'un est bon, l'autre mauvais, l'un fort, l'autre faible, l'un monte, l'autre descend[22]. » Le terrain d'entente entre les partis est donc difficile à trouver. On pourrait concevoir une politique fondée sur la souveraineté de la raison, avec des partis qui se disputent sur un pied d'égalité, où tour à tour celui qui détiendrait le meilleur argument acquerrait le droit de gouverner. Mais ce n'est pas la vision de Guizot. Les partis ne sont pas égaux, et l'on doit accepter qu'il existe une opposition, mais sans plus.

L'opposition doit pouvoir exercer une influence sur le gouvernement sans le renverser, afin qu'il soit conscient du danger qu'il court de rompre l'harmonie avec la raison et la société, et qu'il prenne les mesures nécessaires pour l'éviter, gardant ainsi son mandat divin[23]. Tout en exerçant son influence sur le gouvernement, l'opposition doit en demeurer radicalement distincte. Bien qu'il admette la possibilité que les gouvernements et les régimes perdent leur

mandat, et qu'un nouveau gouvernement soit établi, en harmonie avec les exigences de changement de la raison, Guizot nie qu'un parti vaincu puisse reprendre le pouvoir : « Il est dans la destinée des partis vaincus de ne pouvoir rien pour eux-mêmes, bien qu'ils puissent nuire à leurs ennemis[24]. »

Ainsi Guizot en arrive-t-il à une conception de la société et du gouvernement à la fois ouverte à l'idée de diversité et de conflit et immobile jusqu'au statisme. Au cours de son histoire, la civilisation européenne a été formée par des éléments divers. Ceux-ci continuent d'exister, même sous un régime parfaitement légitime qui incarne la raison. Mais dans la pratique, quel que soit le moment, aucune opposition ne peut légitimement s'emparer du pouvoir que détient un gouvernement légitime : chez Guizot, la conception non dialectique de la raison et de l'histoire ne fait aucune place à la synthèse ni à l'alternance. Pour lui, des changements dans la position des individus sont toujours légitimes — et on doit même les encourager[25] —, mais sur le plan politique ils sont presque impossibles à justifier. Il faut une énorme quantité de preuves pour déclarer que la société ou le gouvernement ont changé à ce point qu'ils ne se trouvent plus en harmonie. Malheureusement, Guizot a trouvé que de tels changements n'étaient pas faciles à percevoir. Là où seule la révolution subsiste comme mode effectif de changement, une situation statique finit par s'imposer. Ce qui arriva à Guizot en 1848.

Guizot fut bon prophète des difficultés de la monarchie de Juillet. Pourtant, avant même qu'il ne prenne le pouvoir, on trouve dans sa conception du gouvernement nombre des pièges dans lesquels son ministère devait tomber. Un tel ministère, qui voit dans son pouvoir une preuve de la justice de sa cause et de son harmonie avec la société, qui se sent moins voué au compromis qu'à la lutte, aura du mal à admettre des réformes. C'est comme si Guizot pensait que l'évolution de l'histoire avait cessé avec la révolution de 1830[26]. Certes, il n'aurait pas accepté une telle interprétation. Mais sa conception de la politique et de l'histoire l'ont conduit à agir comme s'il en était ainsi.

Il faut ajouter cependant que, sous la monarchie de Juillet, l'attitude de Guizot est en contradiction avec les critiques qu'il a adressées au gouvernement de Charles X. Ses invectives contre les ministres de Charles X, on les retrouve presque à la lettre dans les attaques que Tocqueville va porter contre lui et contre le régime de Juillet. Sous la Restauration, Guizot accusait le gouvernement d'impuissance en politique étrangère, d'immobilisme en politique intérieure, d'insensibilité : « Quelque profond que soit aujourd'hui le calme, écrivait-il, le mouvement social n'a pas cessé[27] » ; il lui reprochait de corrompre les individus sans tenir compte du danger que cela représente même pour un gouvernement solide, et de ne

représenter qu'une partie infime des intérêts réels de la nation[28]. En 1821, l'analyse de la situation politique par Guizot aurait pu accréditer le propos tenu par Tocqueville dans ses *Souvenirs :*

> « Le plus mauvais, le plus discrédité ministère retiendra l'empire jusqu'à la dernière extrémité ; le prince, le public, et lui-même seront abusés sur sa situation. [...] Le mal ira croissant, et la soumission croîtra avec le mal ; en telle sorte que la veille de sa chute, au moment même de son agonie, ce ministère gouvernera aussi absolument, plus absolument qu'au milieu de ses succès[29]. »

Tout cela constitua une énigme pour les contemporains et continue de l'être pour l'historien : l'écrivain politique qui considère la corruption individuelle comme négligeable s'attaque à la corruption de Charles X ; le pamphlétaire qui dénonce la corruption sous la Restauration est le chef d'un gouvernement souvent considéré comme l'un des plus corrompus de l'histoire de la France ; l'intellectuel qui, en 1821, rappelle au gouvernement les transformations profondes de la société, reste insensible aux mêmes arguments avancés vingt ans plus tard par Tocqueville ; le théoricien de l'influence de l'opposition sur le gouvernement demeure inflexible, intransigeant même, face à toute revendication[30].

Pour expliquer de telles contradictions, il est utile de revenir aux notions de diversité et d'opposition dont la signification s'éclaircit dès qu'on considère l'Angleterre, archétype aux yeux de Guizot d'un gouvernement représentatif réussi. À travers l'idée qu'il se fit de l'Angleterre, et son portrait de Sir Robert Peel, Premier ministre modèle d'un gouvernement modèle, l'action politique de Guizot va nous apparaître sous une lumière nouvelle.

Selon Guizot, la civilisation européenne, comme on l'a dit, est constituée d'éléments différents agissant séparément et simultanément, de forces multiples en lutte entre elles ou coexistant sans jamais se fondre. L'Angleterre, du moins l'Angleterre moderne, où les différences entre Saxons et Normands ont disparu, semble constituer une exception à cette règle. Car l'histoire de ce pays est l'exemple « du mélange et de la lutte des bons et mauvais principes ». Mais ce mélange, explique Guizot, « quelque intime qu'il soit, ne prouve point qu'ils soient confondus et de même nature. Le bien ne dérive point du mal[31] ». On ne pourrait être plus loin des thèses de Madison et de Mandeville : l'Angleterre est par excellence le pays du combat, non du compromis, des séparations qui persistent, non de leur assimilation :

> « Ce fait, messieurs, caractère général de la civilisation européenne, a été surtout celui de la civilisation anglaise : c'est en

Angleterre qu'il s'est produit avec le plus de suite et d'évidence ; c'est là que l'ordre civil et l'ordre religieux, l'aristocratie, la démocratie, la royauté, [...] ont marché et grandi ensemble, pêle-mêle pour ainsi dire. [...] Sur le continent, la marche de la civilisation a été moins complexe et moins complète. Les divers éléments de la société [...] se sont développés non pas ensemble et de front, mais successivement[32]. »

La supériorité de l'Angleterre sur l'Europe tient moins à la qualité du mélange de ses divers éléments qu'à la supériorité du combat même dont elle a été le théâtre.

Cette lutte se concrétise dans le système des partis. Whigs et tories, libéraux et conservateurs, incarnent des principes opposés et favorisent l'émergence du conflit nécessaire. Jusqu'ici Guizot semble suivre Madison. Mais ce qui compte pour lui est que cet état de choses n'aboutit pas au compromis, à la fusion, à l'effacement des lisières infranchissables, puisqu'il constitue au contraire l'occasion pour que règne la raison dans une forme aussi pure qu'humainement possible, incarnée par un seul parti, cependant que l'opposition ne cesse de jouer son rôle qui est de mettre continûment à l'épreuve la légitimité du gouvernement[33]. C'est la chance de l'Angleterre et l'un des plus importants bienfaits du gouvernement représentatif que les partis aient pris l'habitude de se supplanter les uns les autres sans révolution, quand le parti au pouvoir n'est plus en harmonie avec la raison et avec la société. L'échange et le compromis font donc partie du système, bien que demeurant à sa périphérie. Preuve en est, par exemple, le jugement que Guizot porte sur le conflit anglais de 1849 concernant l'impôt sur le revenu, qu'il considère comme une lutte entre l'« Ancien Régime » et l'« esprit nouveau » dans laquelle la seule issue possible paraît être ou la victoire ou la défaite totale[34].

Peel, le héros de Guizot, s'est donc engagé dans une tâche « essentiellement incohérente et contradictoire », car ses réformes, notamment celle de l'abolition des « Corn Laws », dépendent d'une majorité issue des factions à la fois whig et tory[35]. Comme on le sait, une telle majorité a été longtemps au centre de la politique anglaise, mais pour Guizot c'est là un épisode contre nature. À ses yeux Peel n'est pas ce tacticien doué, capable de jouer un rôle central à force de compromis et d'arrangements, ni ce leader talentueux qui trouve un terrain d'entente avec ses prétendus adversaires. Il est au contraire un colosse qui chevauche deux principes distincts, le parti du mouvement et le parti de la résistance, et les oblige par la force absolue de la raison à s'accorder. Il n'est pas un homme politique anglais couronné de succès, mais un Doctrinaire qui a réussi.

L'interprétation de Guizot illustre ainsi son incompréhension du système anglais, et donne ainsi la mesure de son échec politique.

Chez Peel, Guizot admire les qualités qui lui font défaut, comme s'il en reconnaissait l'importance, même s'il n'a jamais avoué lui-même en être dépourvu. Le principal talent de Peel, c'est sa capacité de reconnaître les transformations sociales ; son mérite, c'est à la fois sa sensibilité aux demandes de changement d'une société en évolution et sa rigueur à les tester[36]. Attentif aux impératifs du moment, le ministre anglais sait bien juger s'il faut s'y plier ou proposer un compromis.

Chez Guizot, cette admiration de Peel, en fin de compte, s'accorde parfaitement avec sa critique de la Restauration. Si on prend en compte son passage au pouvoir, les écrits de Guizot se tiennent entre eux. C'est lorsqu'on touche à son activité politique qu'ils apparaissent sous un autre jour. La capacité de percevoir les transformations sociales change chez Guizot selon sa position politique, mais elle diminue constamment avec le temps[37] (*Des moyens de gouvernement* fut publié en 1821, *Sir Robert Peel* en 1856). Quand il n'est pas aux affaires, il est obligé de reconnaître certaines réalités qu'il néglige lorsqu'il est au pouvoir. Karl Mannheim observe quelque part que la variation de l'élément dialectique du marxisme est inversement proportionnelle au pouvoir exercé par des marxistes. On peut en dire autant de Guizot et des Doctrinaires à propos de leur capacité à percevoir le changement. Cela s'explique en partie, comme l'écrit John Stuart Mill, par ce « cumul des facultés qui empêche un homme d'envisager dans la juste lumière toute la série des faits ou des circonstances favorables à son propre intérêt »[38]. Qu'il soit aux affaires ou pas, Guizot est gêné par son incapacité (ou manque d'intérêt) à créer le consensus ou même à le saisir. C'est la raison pour laquelle il a une vision particulièrement déformée de l'Angleterre et de Peel. Nulle part ailleurs ses idées sur le sens de la diversité et la lutte politique n'auraient pu être plus hors de propos.

Guizot a toujours vu en Peel un homme de principe, le représentant des « principes permanents de la société et de la monarchie anglaises »[39]. Rappelant ses revirements sur des questions controversées — l'émancipation des catholiques par exemple —, Guizot y voit une réponse aux changements de la société. Insensiblement, avec la dose de scepticisme qui convient, et par le moindre effort, Peel passe de l'immobilisme à un réformisme modéré. Fait curieux et révélateur à la fois, le discours de Peel aux électeurs que Guizot choisit de reproduire en appendice à sa biographie n'est pas le « Tamworth Manifesto » de 1834, cette grande déclaration de principes qui fonde en Angleterre le conservatisme réformateur, mais un discours peu connu de 1847 dans lequel Peel justifie la réforme des « Corn Laws » et le soutien à l'éducation catholique en Irlande.

C'est un choix significatif de la façon dont Guizot souhaite que sa propre politique soit jugée — la politique d'un homme que l'on pouvait convertir à la réforme par une démonstration solide de son bien-fondé, mais qui ne partageait pas les sentiments de Peel sur la nécessité de la réforme après 1830 et les changements sociaux présents et futurs. La différence, c'est que Peel fut en un sens un réformateur engagé après 1832 (malgré son opposition à une imminente réforme supplémentaire du suffrage) ; Guizot, en revanche, dans sa carrière politique à partir de 1830, au lieu de passer de l'immobilisme à la réforme, fait le chemin inverse. John Stuart Mill compare ce cheminement à celui de Lord John Russel, le leader whig devenu de plus en plus timoré. Comme Russel, Guizot croit pouvoir « mépriser ce sens commun du genre humain qui réside dans le jugement sur leur conduite. Mais où trouver la justification de cet argument selon lequel à l'exception d'eux-mêmes tous les gens sont stupides, et incapables de distinguer la réalité des apparences[40] ? » Ainsi, selon Stuart Mill, Guizot et Russel refusent de tenir compte de la réalité changeante de la société et de l'opinion. Dans ce contexte, la biographie de Peel par Guizot peut apparaître comme le portrait de ce qu'il sentait qu'il aurait dû être, ou plus vraisemblablement comme le portrait de ce qu'il se sentait être, bien que le fait de diriger un pays qui n'était pas aussi « bien réglé » que l'Angleterre l'eût empêché d'égaler la réussite de Peel. La carrière de Guizot est celle d'un homme privé du champ d'action favorable à ses qualités ou bien dépourvu précisément de ces capacités mêmes qu'il tenait pour essentielles.

L'ironie dans cette incompréhension dont Guizot fait preuve, c'est qu'à bien des égards Peel et lui-même sont tout à fait semblables. Tous deux étaient de grands orateurs et, si Peel ne fut pas le grand intellectuel qu'était Guizot, il fut néanmoins un brillant étudiant d'Oxford. Ni l'un ni l'autre n'appartenaient aux élites traditionnelles de leur pays. Guizot est un protestant de la classe moyenne. Peel est le seul bourgeois parmi les Premiers ministres anglais de son époque. Bien qu'il soit le fils d'un *baronet* et qu'il ait le titre de chevalier, son père et son grand-père étaient des industriels n'appartenant pas à la noblesse. Son père avait acheté une grande propriété et adopté le style de vie de l'élite rurale ; Peel, pour sa part, connu pour l'audace de ses techniques agricoles, investit dans ses terres et les administra dans un souci de rentabilité.

L'affinité entre Peel et Guizot touche aussi à leurs caractères. Il suffit de citer le portrait de Peel par Norman Gash pour reconnaître maints traits de Guizot :

> « ... une fierté très marquée, un tempérament très autoritaire, une volonté acharnée d'exercer des responsabilités. Son sens du devoir l'amena à affronter des problèmes de taille ; il eut

l'intelligence de trouver des solutions radicales mais son intégrité le priva des garde-fous ordinaires. Toujours décidé, parfois entêté, rarement il admettait qu'il s'était trompé sur une affaire importante [...]. Voilà une recette pour le triomphe aussi bien que pour le désastre[41] ».

Au moins sur un plan, Guizot reconnaît la position centrale que Peel occupe dans la vie politique anglaise : il est « un libéral sensé et modéré, mais vraiment un libéral », sans liens avec l'ancien régime aristocratique comme tant d'autres tories. Guizot souligne ainsi ce qui distingue Peel des aristocrates légitimistes auxquels lui-même s'était toujours opposé. Mais le ministre anglais n'est pas non plus l'esclave du peuple, dominé par les fantasmes d'une masse inculte. Peel avait fait la preuve de ce qu'il était réellement, « le plus libéral entre les conservateurs, le plus conservateur entre les libéraux, et dans l'un et l'autre camp le plus capable de tous[42] ». S'il y a une synthèse chez Guizot, c'est bien celle que représente Peel, même s'il s'agit dans son cas d'une essence plus que d'une synthèse : l'essence de la compétence et de la raison.

L'identification de Peel à un démocrate, qu'opère Guizot, frappe surtout quand on sait combien ses écrits sont avares d'éloges pour la démocratie. Peel est un démocrate, puisqu'il refuse, comme Guizot d'ailleurs, l'anoblissement qu'on lui propose. « Jamais à coup sûr le principe démocratique " À chacun selon ses mérites et ses œuvres " ne s'est manifesté dans une sphère plus haute, ni par un désintéressement plus sévère et plus complet[43]. » Le secret de la force politique de Peel est la démocratie : « Le plus grand bien-être du plus grand nombre de créatures humaines reconnu comme but suprême de la société et du gouvernement, c'était la puissance supérieure dont Sir Robert Peel s'était fait le ministre. [...] C'est là de nos jours le dogme démocratique par excellence et ce sera la gloire de Sir Robert Peel[44]. »

On trouve là une définition de la démocratie différente de celle qui figure dans le pamphlet de 1849, *De la démocratie en France*. Comment se fait-il que Peel devient à ce point démocrate et même utilitariste ? Question contradictoire, que l'on pourrait résoudre par cet élément de vérité que Guizot trouve dans toute doctrine, et qu'il découvre aussi dans l'idée démocratique de la souveraineté du peuple. Mais cela ne suffit pas. Car s'il est difficile de savoir pourquoi Guizot a vu dans la devise « Le plus grand bien pour le plus grand nombre » un dogme démocratique, il est facile de comprendre pourquoi il en était partisan. Guizot a toujours affirmé la nécessité d'un gouvernement représentatif sur la base de raisons « utilitaires ». Il n'est donc pas surprenant que Peel, le meilleur représentant du meilleur gouvernement représentatif existant, incarne le plus grand bien pour le plus grand nombre. Dès lors, aucun effort à faire pour identifier la

« démocratie » au plus grand nombre, et dire de Peel qu'il est un grand démocrate puisqu'il est le plus compétent et donc le plus utile des hommes politiques. Peel et l'Angleterre illustrant tout ce qui manque à Guizot, mais aussi tout ce qui fait défaut à la France. Guizot n'a pas réussi à trouver en France une société prête à accepter le rapport nécessaire dans ce type de gouvernement, le rapport entre la raison et la réalité. Mais Guizot, aux yeux de ses critiques, n'a pas réussi non plus à donner à la France un gouvernement sensible aux changements de la société, comme celui de Peel.

Il ne s'agit pas là d'une réflexion rétrospective. Non que Guizot ait appris trop tard les vertus de Peel. Son portrait de Peel montre à quel point il a du mal à comprendre l'exemple anglais. Dépourvu des qualités de Peel, il est incapable de les placer dans leur contexte. Peel homme du centre, représentant du consensus, ainsi que de l'idée d'un système politique fondé sur la synthèse, plutôt que sur la lutte permanente et la juxtaposition d'éléments hétérogènes, autant de notions qui demeurent étrangères à l'esprit de Guizot. Car Peel est pour lui un homme de principe remportant la victoire sur ses adversaires par la force de la raison : tout juste ce que Guizot aurait souhaité être lui-même.

NOTES

1. Sur les représentations continentales de l'Angleterre, on peut lire l'étude de C. E. McClelland, *The German historians and England : a study in nineteenth-Century view*, Cambridge, Cambridge University, 1971.

2. Sur la place de l'Angleterre dans l'imaginaire politique français au XIXe siècle, voir T. Zeldin, « English ideals in French politics during the nineteenth century », *The Historical Journal*, t. II, 1959, p. 40-58. Toutefois, Zeldin n'aborde pas le problème du bien-fondé des différentes représentations françaises de l'Angleterre.

3. F. Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, 8 vol., Paris 1858-1867, t. I, p. 319-320.

4. D. Johnson, *Guizot : aspects of French history, 1787-1874*, Londres, 1963, p. 52-53.

5. F. Guizot, *Histoire de la civilisation en Europe*, éd. P. Rosanvallon, Paris, 1985, p. 77-88. Plus loin dans ses leçons, Guizot parle de la façon dont « les divers éléments de l'état social s'y étaient combinés, combattus, modifiés » (p. 287) ; les passages que je cite, cependant, mettent l'accent sur le conflit et les changements produits par leur opposition.

6. *Ibid.*, p. 287.

7. F. Guizot, *Histoire des origines du gouvernerment représentatif en Europe*, 2 vol., Paris, 1851, t. I, p. 84. Je partage entièrement le point de vue exposé *infra* par P. Viallaneix.

8. F. Guizot, *Histoire des origines du gouvernement représentatif, op. cit.*, t. II, p. 44-51. Il est vrai que Guizot parle aussi « dans une certaine mesure » de « l'amalgame » des deux nations, mais il insiste sur la lutte des pouvoirs.

9. F. Guizot, *Histoire de la civilisation en Europe, op. cit.*, p. 287.

10. Pour Guizot, le principal critère de la légitimité d'un gouvernement est qu'il incarne la raison : tous les autres ne sont qu'un moyen d'y parvenir.

11. F. Guizot, « Philosophie politique : de la souveraineté », in *Histoire de la civilisation en Europe, op. cit.*, éd. P. Rosanvallon, p. 311, 321.

12. F. Guizot, *Histoire du gouvernement représentatif, op. cit.*, t. I, p. 93-94.

13. *Ibid.*, t. I, p. 96.
14. F. Guizot, « De la souveraineté », art. cité, p. 344-345.
15. *De la souveraineté des formes de gouvernement*, par Frédéric Ancillon, traduit par F. Guizot, Paris, 1816, p. 161, n. V, cité *in* P. Rosanvallon, *Le Moment Guizot*, Paris, 1985, p. 51, n. 3.
16. L'idée selon laquelle la société et le gouvernement sont distincts l'un de l'autre a contribué, selon D. Johnson, à empêcher en France le développement d'une communauté politique (*op. cit.*, p. 60). P. Rosanvallon (*Le Moment Guizot, op. cit.*, p. 352-353) estime que, chez Guizot, « les deux moments de l'ordre social ne coïncident pas » — toujours est-il qu'ils le devraient, selon Guizot.
17. F. Guizot, *Des moyens de gouvernement et d'opposition dans l'état actuel de la France*, Paris, 1821, p. 5.
18. *Ibid.*, p. 92.
19. *Ibid.*, p. 248-251.
20. *Ibid.*, p. 92.
21. *Ibid.*, p. 165.
22. *Ibid.*, p. 216-217.
23. *Ibid.*, p. 274, 306-308.
24. *Ibid.*, p. 374.
25. *Ibid.*, p. 157, 160.
26. V. Starzinger, *Middlingness :* Juste Milieu. *Political theory in France and England, 1815-1848*, Charlottesville (Va), 1965, p. 117. Voir aussi P. Rosanvallon, *Le Moment Guizot, op. cit.*, p. 278.
27. F. Guizot, *Des moyens de gouvernement, op. cit.*, p. 118-119.
28. *Ibid.*, p. 107, 130, 343-344. Dans son *Histoire de la civilisation en Europe*, Guizot condamne la corruption de son temps, ce qui devient particulièrement intéressant si l'on songe à 1848. Dans ce même ouvrage, il écrit à propos du gouvernement d'Angleterre en 1667-1679 (*op. cit.*, p. 283) : « Il arriva cependant un moment où la corruption, la servilité, le mépris des droits et de l'honneur public furent poussés à tel point qu'on cessa de s'y résigner. »
29. F. Guizot, *Des moyens de gouvernement, op. cit.*, p. 308-309. C'est donc non seulement l'apathie et l'ennui qui font l'objet d'une réflexion commune à Guizot et à Tocqueville, comme le remarque Rosanvallon, mais une critique bien plus étendue. Le jugement d'Ollivier sur Guizot cité par P. Rosanvallon est toujours pertinent : « Son esprit, de structure sphérique, roulait sur la surface des choses et n'y pénétrait pas » (Rosanvallon, *Le Moment Guizot, op. cit.*, p. 319).
30. Il est sans doute vrai, comme le prétend D. Johnson, que le gouvernement Guizot n'était pas plus corrompu que ceux de Casimir Perier ou de Molé ; mais cela n'explique pas le comportement de Guizot, compte tenu de sa condamnation sous la Restauration de la corruption, ni l'absence de réformes d'un système administratif qui l'encourage. Voir Johnson, *op. cit.*, p. 226-228.
31. F. Guizot, *Histoire des origines du gouvernement représentatif, op. cit.*, t. I, p. 105.
32. F. Guizot, *Histoire de la civilisation en Europe, op. cit.*, p. 287.
33. F. Guizot, « De la souveraineté », art. cité, p. 371.
34. F. Guizot, *Sir Robert Peel : étude d'histoire contemporaine*, Paris, 1856, p. 5, 285.
35. *Ibid.*, p. 83.
36. *Ibid.*, p. 58-59.
37. Sur l'« appauvrissement » de la pensée de Guizot, voir P. Rosanvallon, *Le Moment Guizot, op. cit.*, p. 305.
38. J. Stuart Mill, « Political prospects », *Westminster Review*, t. LI, 1849, p. 178.
39. F. Guizot, *Sir Robert Peel, op. cit.*, p. 72.
40. J. Stuart Mill, *op. cit.*, p. 178. Pour Guizot, le terme de comparaison anglais traditionnel est Burke, naturellement. Parmi les commentateurs modernes, D. Johnson, comme autrefois les contemporains de Guizot dans l'*Edinburgh Review*, s'y réfère à plusieurs reprises. La principale allusion à Burke que j'ai trouvée chez Guizot est implicite à sa réfutation de l'interprétation de la Révolution française par l'« école historique » allemande. Pour Guizot, un principe abstrait comme la raison peut guider l'action politique aussi bien que l'histoire ; mais 1789, à ses yeux, avait évidemment négligé l'histoire. Voir F. Guizot, *Histoire des origines du gouvernement représentatif, op. cit.*, t. II, p. 281, 292-293 ; id., Mémoires, op. cit., t. I, p. 321 ; D. Johnson, *op. cit.*, p. 40, 65 ; *Edinburgh Review*, t. CXL, p. 206, et t. CVIII, p. 140.
41. N. Gash, *Peel*, Londres, 1976, p. 310.
42. F. Guizot, *Sir Robert Peel, op. cit.*, p. 84, 131.
43. *Ibid.*, p. 352.
44. *Ibid.*, p. 217.